

## **La fermeture de Molex Villemur et les licenciements qui l'ont accompagnés jugés sans cause réelle et sérieuse parce que sans fondement économique.**

Ce 27 mars 2014, cinq ans et demi après l'annonce de la fermeture et trois ans et demi après le dépôt des dossiers devant le Conseil des prud'hommes de Toulouse, celui-ci vient de statuer:

Il n'y avait de fondement économique à la fermeture du site, les licenciements sont jugés sans cause réelle et sérieuse et déclarés illégitimes.

La Direction Américaine, déclarée à trois reprises co-employeur du site de Villemur par les prud'hommes et la cour d'appel de Toulouse, est condamnée à verser des dommages et intérêts conséquents aux salariés injustement spoliés de leur travail et de leur savoir faire.

Si ce jugement satisfait pleinement la CGT, il n'en reste pas moins que, quelque soit le montant de l'indemnité perçue, elle ne sera jamais à la hauteur des préjudices subis par les salariés.

La CGT et les salariés de Molex, depuis l'annonce de la fermeture le 23 octobre 2008, n'ont eu de cesse de crier haut et fort, partout où ils l'ont pu, que cette fermeture était un non sens économique et social. Des personnalités politiques de tous bords, jusqu'au plus haut sommet de l'état, ont dénoncé cette fermeture en qualifiant la Direction Américaine de "Patron Voyou", sans pour autant que de véritables mesures soient prises pour empêcher de tels désastres économiques et sociaux.

Car si c'est une grande victoire, elle n'en reste pas moins qu'une victoire dans un processus juridique qui est loin d'être terminé.

Sur le plan humain, il en est tout autrement:

- la très grande majorité de ceux qui ont retrouvé un emploi en CDI ont eu d'importantes pertes de salaire et une désorganisation de leur vie familiale,
- les autres sont soit dans des emplois précaires soit sans rien, un bon nombre est en fin de droit et perçoit seulement le RSA, de plus ils vont devoir supporter les nouvelles mesures restrictives concernant le chômage.

Aujourd'hui, même si la justice nous a donné raison, pour les anciens salariés de Molex (comme pour bien d'autres dans la même situation pour les mêmes motifs), rien ne va changer sauf espérer des indemnités, en dommages, complémentaires.

Pour la CGT, il est urgent de prendre d'autres mesures afin d'éviter ces situations.

C'est tant que les salariés sont dans l'emploi que les solutions doivent être trouvées.

Il est temps d'interdire les licenciements dans les entreprises bénéficiaires ou qui distribuent des dividendes conséquents ou des retraites chapeau exorbitantes et indécentes.

Dès aujourd'hui, dans nombre d'entreprises qui sont dans cette situation, ce sont des milliers d'emplois qui peuvent être sauvés, tout de suite, Airbus en étant l'exemple même.

Les gouvernants d'aujourd'hui, alors dans l'opposition lorsque l'affaire Molex est apparue sur le devant de la scène, ont été sur tous les fronts pour dénoncer la politique industrielle précédente. Ils promettaient que la finance ne serait plus aux commandes de l'industrie.

Aujourd'hui, plutôt que de s'asseoir sur les promesses faites, plutôt que de poursuivre la même politique que leur prédécesseurs, plutôt que de faire des cadeaux fiscaux et des allègements de cotisations au MEDEF, cadeaux et allègements qui ne servent en fait qu'à aider les entreprises et les grands groupes à financer leurs plans de licenciements, ils feraient mieux de stopper tous les plans anti-sociaux qui se développent dans tout le pays, comme ils le demandaient alors, et de mettre au placard le pacte de responsabilité, l'ANI et autres mesures qui n'ont pour but que de faire payer "leur crise" aux salariés et aux plus démunis.

Aujourd'hui, plutôt que de se lamenter sur leur défaite aux municipales, il leur faut changer de politique: *quand la soupe n'est pas bonne il ne sert à rien de changer de casserole, il faut changer la recette.*

Alors mettre un terme à tout ces mesures, appliquées depuis longtemps sous d'autres formes mais toujours pour les mêmes objectifs et qui n'ont jamais démontré leur efficacité en terme d'emploi, serait un geste fort envers les salariés et les citoyens et la meilleure solution de fermer la porte aux idées les plus nauséabondes.